



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 10 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 février 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### **Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### **Etaient excusés et représentés par pouvoir:**

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme HERMILLY à Mme FLORENTIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GABARD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 4

Abstention : 1

### **3 – DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE**

#### **Le Conseil Municipal délibère à la majorité**

#### **M. BODIN ne prend pas part au vote.**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée relative aux droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 11,

Vu la lettre 14 janvier 2015 par laquelle le Directeur Général des Services a sollicité la protection fonctionnelle,

Considérant que le Directeur Général des Services a subi des propos diffamatoires de la part de Monsieur Thierry BODIN, Conseiller Municipal lors de la séance du conseil municipal du 9 décembre 2014, et qu'ils relèvent de la répression de la diffamation envers un fonctionnaire public visée par l'article 31 de la loi du 29 juillet 1881.

Vu la plainte avec constitution de partie civile déposée le 27 janvier 2015 auprès du Doyen des Juges d'Instruction près du Tribunal de Grande Instance par le Directeur Général des Services,

Considérant que la commune est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations et outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions ;

Dans le cas de l'acceptation de cette demande par le conseil municipal, une déclaration sera faite auprès de Breteuil assurances, assureur de la commune, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat « assurance protection juridique ».

Il est proposé au conseil municipal d'accorder la protection fonctionnelle et de prendre en charge toutes dépenses afférentes à la protection fonctionnelle et notamment les frais d'avocat et de procédure, étant précisé que les crédits seront prélevés sur le budget communal, au chapitre 011, article 6226, toute décision de classement sans suite rendant caduc l'octroi de la protection fonctionnelle.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 2 février 2015 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 13/02/15  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20150210-19550-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

A handwritten signature in black ink is written over a red circular stamp. The stamp contains the text "Mairie de Bordeaux" at the top, "23390 (Gironde)" at the bottom, and a central emblem. The signature is a stylized, cursive script.